

Les enjeux politico-économiques de l'implantation du modèle

Le 11 septembre 1973 constitue un moment crucial de l'histoire du XXe siècle au Chili. L'initiative putschiste civico-militaire, qui se concrétise par la destitution du gouvernement de Salvador Allende par les Forces Armées, est tout aussi destructrice que fondatrice. La construction d'un nouvel ordre sociopolitique et économique, grâce à l'implantation d'une dictature militaire, devient l'objectif final de l'intervention autoritaire, tout au long de la période de définition du caractère du régime.

L'objectif de ce chapitre est d'explorer le processus d'élaboration du projet dictatorial, dans sa dimension politico-économique, par rapport aux définitions du modèle économique, du rôle de l'État et de la place des acteurs. Il nous importe de décrypter les tensions et les enjeux de la mise en place de ce que l'on nomme le néolibéralisme au Chili afin de mieux comprendre l'État social qui sera instauré. Qu'entend-on par néolibéralisme et quelles sont ses dimensions sociopolitiques ? Ainsi, à partir du cadre interprétatif du contexte politico-économique de l'époque, nous cherchons à proposer une analyse de l'État social et de ses reconfigurations, placées au cœur de dynamiques sociopolitiques spécifiques. Nous nous intéressons aux sens et aux manifestations spécifiques que recouvre le processus de néo-libéralisation de la société chilienne dans le cadre de la dictature militaire.

Ce chapitre se structure autour de trois axes. Tout d'abord, nous analysons la réalité du coup d'État en soi et le processus d'installation du modèle économique, notamment les tensions entre les différents acteurs qui configurent les nouvelles élites gouvernantes. Dans une deuxième partie, nous revisitons les bases politiques fondamentales du régime autoritaire, en particulier celles qui concernent l'État et son rôle social, la place de l'économie, de la famille, de la participation, l'égalité et la pauvreté, pour ne citer que les plus importantes. Finalement, dans la troisième partie, nous nous intéressons au modèle du néolibéralisme et à son processus d'implantation en termes de ruptures sociopolitiques et de tensions du modèle avec la tradition politique des élites chiliennes.

1. Vers un nouveau Chili : chronique d'un effondrement

La période présidentielle de Salvador Allende et de l'Unité Populaire (1970-1973) est l'une des périodes les plus intenses et mouvementées de l'histoire politique du Chili. L'ascension au pouvoir de la coalition de gauche, caractérisée par un contexte de forte mobilisation sociale, s'installe comme le reflet des clivages sociopolitiques de l'époque. En effet, vers la fin de la période des réformes, l'articulation des projets sociopolitiques globaux qui dépassent le traditionnel clivage historique laïc/clérical des élites dirigeantes, configurent un paysage politique des trois tiers. Ce cadre reconfigure la scène et les rapports de forces depuis une perspective de classe. La logique des accords du pacte mésocrate se déplace.

De leur côté, les forces armées sont d'abord mécontentes du clivage politique qui les divise, aspect qui rompt avec la tradition de discipline et de mono-discours des institutions de l'ordre (Valdivia Ortiz, 2001). En juin 1973, un soulèvement militaire contre le gouvernement d'Allende, appelé « *tanquetazo* », traduit l'esprit du moment et anticipe ce qui se produira quelques mois plus tard. Cet événement, réprimé par les militaires fidèles au président, creuse encore davantage le fossé politique qui existe à l'intérieur des institutions de l'armée.

Quant aux acteurs des élites politiques traditionnelles, ils cherchent des alliances pour renverser le régime, à l'échelle nationale et internationale. Le soutien du gouvernement américain, sous la présidence de Richard Nixon, devient fondamental sur le plan stratégique, financier et surtout politique.

Ainsi, le 11 septembre, les Forces Armées bombardent le Palais présidentiel, *La Moneda* : le président Salvador Allende meurt pendant l'attaque, la Junte Militaire prend le pouvoir. Le fonctionnement du Congrès National est suspendu et l'État d'exception est déclaré. Sous les salves des fusils des forces de l'ordre, c'est une période de 17 années de transformation socioéconomique du pays qui s'ouvre. De fait, bien avant le putsch, l'Amiral des Forces Navales, Arturo Merino, sollicite l'expertise du groupe d'économistes conduit par Sergio de Castro, doyen de la Faculté d'Économie de l'Université Catholique. Le but est qu'ils puissent élaborer un diagnostic sur la situation économique chilienne ainsi qu'une proposition de

réforme du modèle en vigueur. Le document intitulé *El Ladrillo*³⁴ (la brique), achevé quelques mois avant le putsch, arrive entre les mains de la Junte Militaire le 12 septembre 1973. Le document, rendu public seulement en 1992, fait figure de programme économique et politique de la dictature. Le groupe d'économistes chargés de l'élaboration de ce programme sera connu ensuite sous le nom de *Chicago boys*.³⁵

En effet, après le putsch et la conformation de la Junte Militaire du Gouvernement, le groupe fait parvenir son document au haut commandement militaire. En octobre 1973, les économistes sont invités à exposer leur plan à la Junte.³⁶ À cette époque-là, les propositions des économistes ne sont pas encore bien accueillies par l'ensemble des membres du gouvernement. Les résistances au changement de modèle de développement trouvent leur source dans la tradition militaire du XXe siècle au Chili. Bien que le diagnostic de la situation soit partagé, notamment l'opposition à la conduite politico-économique du pays réalisée par l'Unité Populaire (UP), la rupture avec la tradition développementaliste de l'État ne semble pas évidente pour les dirigeants militaires.

Ainsi, les acteurs du débat sur la planification des orientations principales du régime autoritaire appartiennent à trois sphères de pouvoir : les militaires qui contrôlent l'État, les économistes néo-libéraux qui forment le groupe d'experts et, en ce sens, contrôlent le savoir, et les élites politico-économiques traditionnelles de tradition catholique. Ce processus de discussions, de négociations et de configurations des blocs au sein du pouvoir, donnera lieu à une élaboration

³⁴ « El Ladrillo » (la brique) est un document élaboré dès l'année 1972 par un groupe d'économistes conduit par Sergio de Castro. Ce document réalise un diagnostic de la situation économique chilienne et propose un programme économique pour finir avec le modèle de développement des cinquante dernières années. Ils proposent l'implantation d'une économie libre, selon le modèle connu comme néolibéralisme qui suit les lignes directrices proposées par Milton Friedman, économiste de l'École de Chicago. Ce document est disponible en ligne. <http://www.memoriachilena.cl/archivos2/pdfs/mc0032306.pdf>. Consulté le 11/01/2014.

³⁵ Les Chicago Boys sont nommés de cette façon car ils font partie des diplômés du Département d'économie de l'Université de Chicago, sous la direction de Milton Friedman et sa théorie néoclassique des prix, à savoir le néolibéralisme. Quant à la conformation des Chicago Boys, en 1956, l'Université Catholique du Chili signe une convention avec l'Université de Chicago pour former des économistes diplômés de l'institution chilienne aux nouvelles théories économiques. La convention est renouvelée tous les trois ans. Elle concerne une vingtaine de professionnels formés sous la tutelle de Milton Friedman dans le but de revenir au pays et de travailler au sein des universités à partir du nouveau paradigme économique. Ils auront une participation importante dans l'élaboration du plan économique proposé pendant la candidature de Jorge Alessandri, du Parti National, aux élections de 1970, instance d'élection finale d'Allende. Parmi ces diplômés du Chicago, on peut identifier Sergio de Castro, qui devient le doyen de la Faculté d'économie de l'Université catholique et grand collaborateur du régime dictatorial. Il occupe par la suite le poste de Ministre d'Hacienda (des finances). En 1970, de Castro forme un groupe d'économistes qui réalisent une analyse de l'actualité politico-économique du pays. Le but est d'élaborer un programme de développement pour le Chili. Les membres du groupe sont : Emilio Sanfuentes, Pablo Baraona, Manuel Cruzat, Sergio Undurraga. À partir de mars de 1973, le groupe s'agrandit en accueillant la participation de Juan Braun, Rodrigo Mujica, Alvaro Bardon, Juan Carlos Mendez, Juan Villarzu, José Luis Zavala y Andrés Sanfuentes. L'avocat constitutionnaliste Jaime Guzmán Errázuriz participe à certaines séances.

³⁶ Tous les renseignements sur le lien entre ce groupe d'économistes et la Junte Militaire sont extraits de la préface à la première édition de « *El ladrillo. Bases de la política económica del gobierno militar* », CEP, Santiago, que fait Sergio de Castro pour l'édition de 1992, ainsi que dans l'ouvrage « *Los economistas y el presidente Pinochet* », Arturo Fontaine, Editions Zig-Zag, 1988.

progressive du projet autoritaire, au fur et à mesure que la direction du gouvernement prendra forme et force, sous l'égide des militaires. Cette prise de commandement constituera un défi aux attentes sur l'appel à élections ou sur le transfert du pouvoir aux élites civiles qui avaient soutenu le putsch.

Le diagnostic des groupes dirigeants sur la situation du pays souligne, quant à lui, que la politisation de la société et les clivages de classe exprimés au cours des années précédentes constituent les détonateurs des malaises. Pour les militaires, ce sont là les facteurs qui provoquent les divisions ainsi que les perturbations de l'ordre social (Valdivia Ortiz, 2001) ; pour les économistes, cet aspect représente une charge pour la collectivité dans la mesure où elle se traduit par une participation chaotique (El Ladrillo, 1992). Enfin, les élites civiles évoquent cet aspect comme étant le responsable de l'effondrement institutionnel de la tradition démocratique (Guzmán, 2011). Par ailleurs, tant les militaires que les élites économiques soulignent la crise morale qui implique la perte de « l'unité nationale ». Le développement des différents intérêts des classes sociales et la division à l'intérieur des forces armées (entre institutionnalistes démocrates fidèles à Allende et secteurs traditionnalistes), outre le modèle de planification centrale, provoquent la rupture de la logique institutionnelle et de la normalité démocratique (Guzmán, 1992 ; Valdivia Ortiz, 2011). De l'avis de Guzmán, le gouvernement de l'UP aurait instrumentalisé un secteur des militaires en sa faveur, au détriment du prestige des forces armées définies comme arbitres neutres des conflits (Ibid.). Pour les militaires, le putsch répond à un enjeu interne, la restauration de l'ordre au sein de ses files ainsi qu'une question de sécurité intérieure menacée par la doctrine marxiste (Valdivia Ortiz, *ibid.*). Cette crise traduit la nécessité urgente d'une refondation institutionnelle.

Cependant, les élites politico-économiques, ainsi qu'un secteur des militaires, penchent plutôt pour une restauration du modèle de développement qui était au centre du pacte mésochrone depuis les années 1920. Une correction institutionnelle permettrait de reprendre la voie de la modernisation économique du plan de développement national, orienté par la conception de substitution des importations (Fontaine, 1988 ; Meller, 1998 ; Valdivia Ortiz, 2011). La tradition militaire, par nature très verticaliste, soutient la figure d'un État fort, chargé du développement du pays autour d'un projet qui permettra de maintenir la cohésion interne, fortement perturbée par l'agitation politique des dernières années (Valdivia Ortiz, *ibid.*).

Quant aux économistes, ils postulent que le contrôle étatique installé pendant l'UP a entraîné une bureaucratisation de la société. Pour eux, la planification centrale est exempte de tout contenu et ne constitue qu'un moyen de contrôle (El Ladrillo, 1992). Dans ce cadre, la distribution de la richesse a lieu au détriment des secteurs moyens, étant donné qu'elle crée un

conflit social qui génère frustration et dévalorisation du travail (Ibid.). Le groupe des experts cherche à en finir avec le modèle de développement suivi jusque-là, pour mettre en place un nouveau modèle de croissance façonné par les préceptes de l'École de Chicago. La fondation d'un nouvel ordre politique dépend d'une refondation du système socioéconomique (El Ladrillo, 1992 ; Fontaine, 1988 ; Meller, 1998).

Si les tensions engendrées par les positions des différents acteurs s'expriment tout au long du régime, elles prennent surtout une place décisive pendant les premières années, au moment de l'étape de définition du projet. C'est à cette époque que les idées des économistes vont devenir hégémoniques. Ils parviennent à séduire un certain nombre des membres de la Junte Militaire, notamment leur président, Augusto Pinochet. Le triomphe politique des Chicago Boys au sein du gouvernement va définir le cours de la dictature. À ce sujet, Orlando, expert des politiques sociales et conseiller des organismes internationaux, nous explique :

« Pendant la dictature, il y a eu des tensions importantes concernant l'orientation de l'organisation, notamment, sur le plan de la santé, de l'éducation et du logement. Ce changement ne s'est pas fait au tout début, mais un peu après, avant la crise de 1982. C'est à cette période que les secteurs les plus libéraux, les civils proches du modèle de Chicago, prennent le pouvoir à l'intérieur du gouvernement au détriment des secteurs militaires et nationalistes. »

Ce processus décisionnel de définition de la nature du projet de refondation dictatoriale fait écho à une vague internationale de critiques, fondées sur la thèse d'Huntington et Crozier, en ce qui concerne les formes adoptées par la démocratie contemporaine. Ces derniers postulent qu'il existe un sentiment de pessimisme de la gouvernance dû aux problèmes rencontrés par la démocratie, problèmes qui trouvent racine dans l'émergence d'adversaires culturels de la conduite des affaires politiques. Selon les auteurs, ces adversaires sont le produit d'un excès de participation citoyenne et d'une survalorisation de la dimension sociale sur la sphère politique, ce qui finirait par jeter le discrédit sur l'autorité (Crozier, Huntington et Watanuki, 1975).

Ainsi, la vocation autoritaire du gouvernement chilien trouve dans la critique internationale de la démocratie une justification tant pour légitimer le cours des transformations réalisées au nom du progrès que pour justifier la modalité dictatoriale du processus. Le projet prend sa forme définitive vers 1979, changeant ainsi le cours de l'histoire du pays.

1.1 La libéralisation des chapelets

Pendant les 17 années du régime militaire, son administration sera traversée par des luttes internes au sujet de la conception de l'économie, du rôle de l'État, du marché et de la société civile. Bien que les économistes triomphent dans l'implantation du modèle, ils n'en subiront pas moins des revers. Une fois instauré, le modèle ne sera plus remplacé, mais il subira toutefois des variations dans son parcours.

On repère, de fait, trois grandes étapes du régime. Chacune d'entre elles résulte des luttes internes de pouvoir (qui ont lieu malgré la conduite foncièrement autoritaire de Pinochet), ainsi que des facteurs contextuels qui impriment leur marque sur le modèle. Concernant les luttes de pouvoir, la non-expertise de Pinochet en termes de gestion économique et politique du pays, favorise l'installation de dynamiques décisionnelles caractérisées par les disputes des différents groupes qui cherchent à persuader le président.

La naissance du projet : disputes et traditions

La première étape concerne la définition du caractère du régime ainsi que celle du plan de stabilisation anti-inflation. Cette période se situe entre 1973 et 1977, jusqu'à l'événement connu comme le « Discours de Chacarillas ». Ce dernier est un hommage à Pinochet réalisé par 77 jeunes militaires, le jour de la commémoration de la bataille de la Concepcion. Dans son discours, Pinochet présente les lignes politico-économiques qui donneront forme au projet du régime, définissant les années à venir. En effet, jusqu'à ce moment, le régime avait pris parti pour un plan de « stabilisation » : des mesures économiques strictes de réduction de l'inflation, la libéralisation des prix, la réduction des dépenses sociales et la sanglante répression contre les opposants au régime et les membres de l'UP. La philosophie de cette période est fondée sur le principe de restitution de l'ordre et de la loi, autrement dit la restitution de l'État dans son rôle de garant de l'ordre tout-puissant et celle du marché comme facteur d'équilibre.

Les tensions politiques s'expriment alors avec intensité. Bien qu'aucun secteur ne remette en cause les mesures de stabilisation économique, sur le plan politique, les divergences se font sentir. Les élites traditionnelles, liées historiquement aux secteurs oligarchiques et à la tradition catholique, portent un projet de classe qui conçoit l'intervention d'un État qui soit le pilier de la régulation des sociétés et de l'intermédiation entre les acteurs (Cristi, 2011 ; Guzmán, 1992).

Ce projet traditionnel envisage : des degrés de protectionnisme de la propriété, une tolérance du monopole, un autoritarisme institutionnel, une régulation morale et la modernisation du modèle de développement (Pinto et Salazar, 1999). À cet égard, ces élites regarderont avec méfiance le projet de libéralisation socio-économique proposé par les économistes néolibéraux. Le modèle qui se dessine au sein de l'aile réformatrice implique notamment le recul de l'État sur la médiation des classes et la protection des privilèges des oligarchies face au marché. Cette formule innovatrice entre en collision avec l'univers politico-conservateur, où le capitalisme joue un rôle organique. Le modèle conservateur promeut en effet le corporatisme fonctionnel pour la médiation des classes sur la base des asymétries sociopolitiques structurelles ; au contraire, le projet des néolibéraux introduit la possibilité de l'équivalence des classes par le biais de leur participation au marché et à la concurrence, à savoir l'effacement des privilèges basés sur des critères socioculturels (Guzmán 1965 en Cristi, 2011).

Le modèle porté par les économistes est de nature technocratique dans la mesure où ce sont les aspects techniques qui orientent les décisions concernant les dimensions de la gouvernance : les classes sociales perdent, de fait, leur importance (Meller, *ibid.*). Le but principal étant de déclencher la croissance économique, il faut intégrer l'économie locale à l'économie mondiale, installer la concurrence entre les acteurs et donc éliminer les barrières qui lui font obstacle, tels que les monopoles. Dans ce cadre, les privilèges des proto-oligarques constituent eux aussi un facteur déstabilisateur de la logique de libéralisation et d'expansion des marchés.

Sur le plan politique, les économistes font valoir que le régime autoritaire permet d'implanter des politiques et des lignes directrices précises, en isolant du climat d'agitation politique tant la prise de décisions que l'économie. Fernando, ancienne autorité sanitaire du gouvernement militaire et conseiller de la Junte pour les affaires sociales, affirme : « *Ce qu'il fallait faire, ce n'était possible que dans une dictature. Car il fallait ne plus investir, même pas un centime* ». Ainsi, le progrès économique n'est pas perturbé par la sphère politique ni par les groupes d'intérêts. La participation de la population est canalisée par sa participation au marché, à l'intérieur duquel tous les secteurs sociaux ainsi que les mécanismes de stabilisation fonctionnent selon la doctrine de l'ajustement automatique.

Quant aux militaires, ce sont eux qui trancheront entre les oligarques et les néolibéraux. Ils se méfient de la classe politique dont les disputes perturbent l'ordre national. Pourtant, les divisions qui existent au sein des Forces Armées ne sont pas négligeables. Étant donné que les militaires proviennent de la tradition développementaliste et de l'État de compromis, le pouvoir exécutif remplit à leurs yeux un rôle de régulation politico-économique important. Bien que Pinochet se positionne depuis le début du côté des libéraux, les tensions se font sentir au sein

du monde militaire. La première période décisionnelle devient ainsi le moment des négociations du projet économique, reflet d'une crise idéologique à l'intérieur des Forces Armées. Pinochet profitera de cette crise pour implanter son hégémonie, basée sur la communion avec les économistes (Valdivia Ortiz, *ibid.*).

De cette manière, lorsque le gouvernement présente, en 1974, sa déclaration de principes, il le fait à travers un document qui, d'une part, exprime la réaffirmation du régime au nom du progrès occidental et des caractéristiques culturelles de la patrie et, d'une autre, traduit les tensions et les contradictions qui agitent les acteurs. Le mélange des discours inspirés de la tradition catholique, de la doctrine néolibérale ainsi que de l'appel au nationalisme et à la participation à l'économie mondiale (Déclaration de principes du Gouvernement du Chili, 1974), met en évidence les disputes idéologiques au sein du bloc au pouvoir. L'énonciation du rôle des sociétés intermédiaires, de la place de Dieu, des idées liées au secteur « *gremialista* »³⁷, cohabitent avec la revendication de la propriété privée, de la libre concurrence et des principes des technocrates.

Malgré ces incohérences, les différentes positions se rejoignent sur deux points : l'objectif de la refondation du projet national et la nature antipolitique du discours. Partant de ces bases, les militaires analysent les différentes stratégies proposées et Pinochet choisit la voie libérale des économistes pour réaliser la refondation politico-économique du pays. La verticalité du pouvoir, la réinstallation de la discipline et l'élimination de la dissidence interne, permettront de créer la cohésion autour du projet libéral à l'intérieur des Forces armées (Valdivia Ortiz, *ibid.*). Ainsi, en 1977, pendant la Journée de la Jeunesse, fêtée le jour de la commémoration de la Bataille de la Concepción, Pinochet inaugure la deuxième période de la dictature qui marque le passage de la phase de restauration à la phase de refondation.

Le projet de refondation

Le Discours de *Chacarillas* présente, nous l'avons vu, les bases du modèle économique et politique à mettre en place. Pinochet annonce la fin de la Constitution de 1925, fondatrice de la période de l'État de compromis et du pacte mésocrate et, par là-même, la refondation

³⁷ Le « *gremialismo* » est un mouvement inspiré par la doctrine sociale de l'Église qui promeut les sociétés intermédiaires en tant que médiatrices entre l'État et les personnes, dans un but fonctionnel. Il s'agit d'un mouvement libéral-conservateur créé par Jaime Guzmán E., rédacteur de la Constitution de 1980 et homme clé de l'institutionnalisation de la dictature.

institutionnelle à partir de la rédaction d'actes constitutionnels. Cette nouvelle charte entrera en vigueur à partir de 1980. Ainsi, la refondation du projet national est axée sur la notion d'une « *nueva democracia que sea autoritaria, protegida, integradora, tecnificada y de auténtica participación social* »³⁸.

Désormais, les militaires deviennent les gardiens de l'ordre national et les civils sont mandatés pour réaliser l'institutionnalisation de la refondation, à partir de réformes économique-politiques et de la rédaction de la nouvelle charte constitutionnelle. Dans ce cadre, les économistes s'installent dans la gestion de l'État aux côtés des militaires (Fontaine, 1988) et les élites politiques se concentrent sur la réforme constitutionnelle, en particulier Jaime Guzmán, son rédacteur.

Sur le plan politico-économique, les réformes menées concernent : la reprivatisation des biens transférés à la Section de Propriété Sociale (*Area de propiedad social*) pendant l'UP ; la réduction de la taille de l'État et des dépenses sociales ; la libéralisation du marché. La réforme est lancée. Elle implique notamment : la décentralisation de l'action étatique (régionalisation et municipalisation des services tels que l'éducation et la santé) ; la débureaucratiation de l'appareil de l'État ; l'introduction de critères standards d'évaluation sociale des projets ; la libéralisation des secteurs sociaux ; la modernisation de l'État (Piñera, 1997).

Même si les économistes restent « impopulaires » aux yeux de l'entrepreneuriat local, à cause de leurs idées anti-étatiques et anti-monopoles (Piñera, 1990), ils jouissent de la confiance de la Junte Militaire. Les militaires sont, quant à eux, chargés de la répression de l'opposition politique et des expressions du mécontentement. Les mesures sont radicales, le coût social très élevé et les conséquences nombreuses : un fort taux de chômage en raison de la flexibilisation du monde du travail, l'affaiblissement de la protection sociale, l'augmentation du taux de pauvreté. Malgré les indicateurs, les économistes minimisent ces conséquences et justifient la nécessité d'un régime dictatorial qui garantisse l'implantation du modèle (Cahuas et autres, en Meller, *ibid.*).

De son côté, Jaime Guzmán, principal représentant des élites conservatrices, se laisse finalement séduire par les idées libérales de Hayek et abandonne le projet d'un capitalisme organique qui freinerait la bonne marche d'une société de libre marché (Cristi, 2011). Guzmán rejette le communautarisme de la tradition chrétienne et transforme le principe de redistribution, qui était à la base du principe de régulation centrale, en un principe utilitariste de distribution à partir du marché (*Ibid.*). La base de la société étant la liberté individuelle, l'étatisme constitue

³⁸Discours d'A. Pinochet sur la colline de Chacarillas, 1977, p.3.

son principal ennemi ; le marché devient l'espace d'intégration par excellence et la notion de citoyenneté, jusque-là liée à la conception de peuple souverain de la tradition républicaine, est, selon lui, dépourvue de sens dans un contexte en mutation (Guzmán, 1992). La Constitution de 1980, rédigée par Guzmán, obéit de fait à ces postulats. Cette grande charte constitue l'œuvre politique la plus importante du régime dans la mesure où elle met à bas la tradition de l'État du XXe siècle. La pierre de refondation du projet national est posée. La légitimation légale de ce cadre constitutionnel, qui donnera lieu à ce que l'on appellera la « démocratie protégée » et qui incarne l'esprit de Portales, se réalise par le biais d'un plébiscite. Cet acte, pourtant démocratique, se déroule dans un contexte de restrictions des libertés politiques et de répression brutale, qui ne laisse à la population aucune possibilité de s'informer au-delà des sources officielles. Ainsi, le régime autoritaire mène à bien la refondation du projet national à travers la consécration constitutionnelle de la libéralisation économique et de la démocratie protégée. La Junte Militaire atteint son objectif de consolidation d'un ordre nouveau.

Cette deuxième période sera la phase la plus intense des réformes structurelles. Pourtant, le succès du modèle économique est stoppé par la crise des années 1982-1983. L'orthodoxie des économistes est remise en question et le système décline. La crise ouvre la troisième et dernière période de la dictature : l'ajustement du modèle et la sortie négociée.

La sortie autoritaire

À partir de 1982, le pays subit la récession la plus forte de son histoire, depuis les années 1930. La dette extérieure est multipliée par trois, la monnaie est dévaluée, le chômage explose, les salaires diminuent et la crédibilité du gouvernement à l'extérieur s'affaiblit. La politique du mécanisme d'ajustement automatique et la non-intervention macroéconomique de l'État s'effondrent au point que le gouvernement assume un rôle actif dans la régulation du marché. Une issue possible : redéfinir le rôle de l'État en tant que régulateur du marché et faire appel au Fonds Monétaire International (FMI). Cette phase se caractérise par l'application d'un programme d'ajustement structurel. Parmi les mesures les plus importantes du plan, on trouve la réduction de 10% des dépenses publiques, la baisse du SMIC de 40%, la diminution des dépenses per-capita, la réforme fiscale qui réduit la perception de l'impôt et l'implantation de politiques sociales ciblées.

De plus, la crédibilité des économistes ainsi mise à mal, ceux-ci quitteront progressivement les ministères les plus emblématiques du modèle (finances, économie, planification) (Fontaine,

ibid.). Pedro, expert en politiques sociales, ancien conseiller présidentiel d'Eduardo Frei et ancien chargé de mission de la Direction de budget du ministère de l'Éducation, affirme : « *Les problèmes sont alors mis en évidence car tout avait été fait par des gens qui étaient des généralistes du libre marché, pour qui tout était résolu par le biais d'un marché simplifié et sans intervention. Et ce fut là, une grosse erreur car ils n'ont pas bien réfléchi et ils ont voulu tout faire passer en douce et trop vite* ». Conscient des erreurs subséquentes à l'implantation du modèle, le gouvernement renouvelle son équipe et une nouvelle génération de technocrates arrive au pouvoir, parmi lesquels l'ingénieur Hernan Büchi. De son côté, Jaime Guzmán consacre ses efforts à la création d'un parti politique qui puisse porter son projet politico-économique.

Au même temps, des mouvements de contestation sociale émergent un peu partout sur le territoire, à partir de 1983, marquant ainsi la fin du règne de la terreur sur la société civile. Les années 1980 représentent le point d'inflexion du régime : la pression sociale interne, alliée à la perte de crédibilité internationale, obligent le gouvernement à changer de stratégie. Les mobilisations sociales, au début très spontanées, vont peu à peu s'organiser, ce qui permettra aux secteurs de l'opposition de profiter de cette ambiance de chaos social pour faire pression sur le régime afin de trouver une issue politique à la dictature.

À partir de 1986, même si l'on observe une stabilisation économique, la Junte Militaire ne jouit pourtant plus de la crédibilité du début, pas plus sur le plan national qu'international ; la légitimation sociale et politique du système devient un impératif. La consécration du modèle, grâce au plébiscite de ratification de la Constitution de 1980 par l'administration de Pinochet, organisé pour 1988, permet d'envisager une sortie de crise politique sans pour autant altérer les bases du nouvel ordre. Cependant, le régime va se trouver dans l'impasse après le rejet majoritaire exprimé au plébiscite : il est contraint de négocier des élections présidentielles en 1989, qui seront finalement emportées par une coalition d'opposition qui réunit la plupart des partis de centre et de centre-gauche. La pression internationale, la fin des polarisations à l'échelle mondiale, les mobilisations internes et la médiation de l'Église catholique, déclencheront le processus d'une démocratisation restreinte car insérée dans le cadre de la sortie pactisée entre les dictateurs et l'opposition. La base du pacte : le maintien du modèle économique. Cela marque le début de la démocratie dessinée par Pinochet.

2. Les piliers du modèle : les principes fondateurs du nouvel ordre

La refondation du projet national, après l'effondrement de l'État de compromis, implique de repenser les conceptions sur lesquelles s'est construit un siècle d'histoire. Les tensions entre les pouvoirs en lice au début du régime vont finalement s'effacer pour s'accorder autour d'un projet unique : l'implantation du néolibéralisme au Chili. C'est le passage de la voie chilienne vers le socialisme à l'expérimentation chilienne du néolibéralisme.

L'implantation du modèle se propose ainsi de reformuler l'univers des conceptions fondatrices du politique. Les rôles de l'État et de l'économie, les notions de participation et d'égalité, la place de l'individu et de la famille prennent un sens différent dans la nouvelle donne. La révision de ces notions nous aidera à retracer les nouvelles configurations du politique et du social qui ont modelé les 40 dernières années de l'histoire politique du Chili.

2.1 Le rôle de l'État et de l'économie : vers la division du travail.

Depuis le début du régime, la libéralisation de l'économie et la réduction de l'intervention étatique sont au cœur de la préoccupation des groupes d'intérêt. Les tensions concernent les degrés d'indépendance des sphères politique et économique, mais pas le fond des transformations. Le projet prend graduellement la forme d'un libéralisme radical à l'intérieur duquel l'État devient un outil au service du marché, notamment chargé de contenir la pression politique et de gérer l'action résiduelle envers les populations les moins compétitives.

Le mécontentement des élites dirigeantes et des militaires par rapport aux processus de politisation de la société chilienne vécus avant 1973 et à la sur-intervention de l'État sur le plan socioéconomique, est lié à la certitude que les disputes politiques dévalorisent le travail et découragent la production. La méfiance envers la pratique politique caractérise, nous l'avons vu, les secteurs qui arrivent au pouvoir après le putsch. Ainsi Guzmán propose-t-il une critique de l'idéologie vue comme une falsification de la réalité, d'où la nécessité de désidéologiser l'appareil de l'État pour parvenir à une pratique neutre (Guzmán, 1992) afin de faciliter le rapport direct entre les individus et le marché. Donc, soit l'État remplit des fonctions qui se

situent hors des marges d'action des individus et de leurs organisations naturelles (tels que la famille et les corporations), comme les relations internationales, la défense nationale et la promulgation des lois ; soit l'État assure la réalisation des fonctions que les individus et leurs organisations assurent de manière insuffisante, c'est le cas de la protection sociale envers les plus démunis, dont il devient le subsidiaire (Ibid.).

Le nouvel ordre impose une nouvelle vérité : seule la croissance économique produira des droits opposables ainsi qu'un régime égalitaire. L'État doit garder un rôle d'arbitre (CEP, 1992). Le rôle subsidiaire de l'État face aux dysfonctionnements des individus dans leur participation au marché implique qu'il assurera le minimum des éléments nécessaires pour permettre aux personnes de s'y intégrer : « [...] *Le subsidium signifie une réserve, et plus concrètement une troupe de réserve : un appoint en cas de besoin.* »³⁹ Le bon et le libre fonctionnement du marché produira des excédents de plus-value qui auront des effets distributifs. Ainsi, la planification globale et décentralisée facilite la création de services efficaces d'investissement social en faveur des plus démunis, sans établir de politiques distributives qui pourraient devenir préjudiciables pour les classes moyennes. Le ciblage sur la pauvreté extrême et la distribution des dépenses sociales vers l'enfance sont les axes des dépenses sociales, permettant, d'un côté, d'éviter le décrochage des populations éventuellement dangereuses pour la paix sociale et, d'un autre, d'investir en ressources humaines capables de devenir autonomes et de s'intégrer au marché.

Dans ce cadre-là, l'État devient un canalisateur de la participation massive au marché, sans restriction. L'économie devient l'espace de l'intégration et de la participation démocratique, de la réalisation de la liberté. Les libertés économiques et sociales constituent la liberté politique et, donc, la réelle démocratie (Piñera, 1997). Le but est de diminuer la contradiction capital/travail à travers des mécanismes de socialisation de la richesse et par l'intégration directe des individus par la voie du marché (CEP, *ibid.*). La configuration traditionnelle du travail salarié, incarnée par la relation patron/employé se transforme : la création d'une économie de services qui change les rythmes professionnels, la multiplication des actionnaires au sein d'une entreprise, la participation des travailleurs à la protection sociale, les cotisations de libre choix, entre autres, sont l'expression d'un « capitalisme populaire » où l'écart entre l'individu et le marché se réduit (Lavín, 1987).

³⁹ Million-Delsol, Chantal, *L'État subsidiaire. L'ingérence et non-ingérence de l'État : le principe de subsidiarité aux fondements de l'histoire européenne*, Presses Universitaires de France, Paris, 1992, pp.6.

Dans l'univers des idéologues du modèle, la flexibilité du travail, la privatisation du monde de la protection sociale (notamment la prévoyance, la santé et l'éducation), ainsi que la dissémination des relations professionnelles traditionnelles, deviennent des vecteurs de liberté. Cette logique du rapport entre les individus et le marché comme espace social d'intégration, installe des mécanismes de marchandisation dans tous les domaines de la vie. L'individu devient dépendant du marché pour la satisfaction de tous ses besoins. En conséquence de quoi, la notion de droits est relativisée par rapport à leurs possibilités d'opposabilité en dehors des mécanismes marchands. L'État intervient sur les failles du système. Les plus démunis incarnent le dysfonctionnement, le manque de compétences pour la réussite, les effets secondaires de la croissance. Dans ce cas, le pouvoir central subside les lacunes ; il remplit un rôle de tremplin entre l'individu et le marché, plaçant la responsabilité individuelle au cœur de cet échafaudage. Ainsi, la division entre la politique, l'économie et le social tient à la naturalisation de la concurrence et à la responsabilisation individuelle comme condition de possibilité : la nouvelle formule libérale s'installe comme le seul et unique référent possible, comme une condition historique, comme le récit fondateur du Chili contemporain.

2.2 La participation par la voie du marché

La notion de participation sociale fait partie du projet dès le début du processus d'élaboration du modèle. Il s'agit, une fois encore, d'établir des accords entre les agents de la mise en place, pour parvenir à une conception de la participation qui puisse représenter les univers symboliques à la fois des économistes, des militaires et des élites traditionnelles.

Du point de vue des économistes, il existe au Chili une tradition politico-culturelle de paternalisme politique qui empêche le développement économique et engendre la déresponsabilisation des individus face à l'État (CEP, 1992). De leur côté, les élites conservatrices postulent que les individus doivent participer à la vie sociale à partir de certaines structures. Jaime Guzmán (1992) réfléchit sur ce que l'on appelle les sociétés intermédiaires, des corporations d'expression de besoins ciblés, qui réalisent les médiations entre la famille et l'État, sans faire appel à aucune idéologie politique. Dans ce cadre, l'État est perçu comme une entité dévoratrice qui subordonne les individus et ces sociétés intermédiaires, faisant de la politique une seule et unique expression significative. Ainsi, le problème se trouve moins dans les expressions corporatistes que dans la configuration des intérêts qui dépassent les intérêts

des corporations et leur rôle fonctionnel. Les décisions politiques sont alors comprises comme des compétences qui relèvent des seuls décideurs. Guzmán explique que le concept de peuple souverain possède un sens relatif selon les contextes de réalisation, étant donné que la stabilité politique n'est possible que grâce à l'existence des élites. Selon lui, il s'agit toujours d'une minorité issue de l'élite qui décide des règles du jeu, dans une démocratie.

Dans la pensée qui émerge donc de la rencontre de la tradition conservatrice avec le courant néolibéral, la participation des individus ne peut s'exprimer que sur le plan des structures locales et du marché, selon des intérêts spécifiques. La configuration d'un système décentralisé permet de concevoir l'implication des individus sur le plan local, sans provoquer d'altérations du domaine politique. De cette manière, l'on assiste à la conjugaison de deux sphères de la pensée libérale : en éloignant les individus de la sphère de la politique centrale, les décisions restent entre les mains des groupes de pouvoir, ce qui ramène à une sphère du quotidien/corporatiste.

Cette conception souligne également la dimension de contrôle qu'acquiert la population à travers sa participation sur le plan local et l'introduction de la notion d'utilisateurs des services. L'implication des individus dans les structures locales augmente la base de la participation sociale, ce qui constitue un transfert des mécanismes de contrôle de l'action publique à la communauté (CEP, *ibid.*). L'individu, en qualité d'utilisateur, contrôle l'efficacité des services et limite l'exercice du pouvoir des acteurs publics sur le plan local. La participation équivaut à une fonction de surveillance/bienveillance du consommateur envers les prestataires de services : une combinaison de l'*accountability* avec un service clients autogéré. La notion de citoyenneté républicaine liée à la souveraineté du peuple et au droit d'exercice du pouvoir n'est plus de mise. Le nouveau modèle installe une conception de la participation dépolitisée, ou « apolitique » qui définit l'individu en tant qu'utilisateur des services publics. Les conceptions de capitalisme populaire, de contrôle communautaire, d'utilisateur, entre autres, construisent la participation comme un facteur de contrôle du marché.

Dans ce cadre-là, la notion d'égalité prend forme dans la participation au marché. L'État est le responsable d'assurer la liberté et la possibilité de l'égalité de concurrence entre les individus. On assiste à la *société des choix multiples* où tous doivent participer à égalité de conditions (Lavín, 1987). L'égalité est donc conçue comme une condition de départ, elle représente la possibilité de tous les individus, faisant partie d'une société, de participer au marché. Le développement économique d'une société de libre marché permettra la distribution et la socialisation de la richesse (CEP, *Ibid.* ; Piñera, *Ibid.*). Néanmoins, la participation au marché à égalité de conditions n'implique pas la distribution égalitaire des gains. Aux yeux des

économistes, bien que la société n'avance pas de façon synchronisée, il est important que les inégalités existantes soient le résultat des dynamiques du marché et de la liberté sociopolitique. Dans une société où l'État joue un rôle interventionniste, les inégalités sont le résultat de privilèges injustes. Or, il s'agit d'une formule des «*múltiples Chile, reflejo del progreso en una sociedad libre. La clave es que, aunque a distintas velocidades, todos avancen.*»⁴⁰. Voilà exprimée la clé de la philosophie de la croissance néolibérale : les gains ne sont pas égaux même si les possibilités de participer au marché sont accessibles à tous.

À partir de ce cadre normatif, la Junte Militaire propose d'assurer la liberté comme un mode de vie, par le biais du progrès économique accéléré en tant que mécanisme naturel de justice sociale (Gouvernement du Chili, 1974). L'accès à la propriété privée et à la libre initiative économique devient l'axe principal de l'essor du pays. Le but est d'assurer la concurrence parmi les individus pour «*hacer de Chile una nación de propietarios y no de proletarios.*»⁴¹.

Le rôle de l'État est de subventionner les individus et les groupes les plus éloignés de ce progrès. Il intervient sur la distribution des opportunités dans les foyers les plus démunis et sur leurs opportunités de s'intégrer au marché. Cela implique donc la subsidiarité étatique dans l'accès à certaines prestations considérées de base (telles que l'éducation primaire et la santé préventive) ainsi que des allocations spécifiques envers les plus pauvres (CEP, *ibid.*). Le ciblage sur les familles les plus démunies est placé au cœur des politiques sociales de l'État subsidiaire, dans le but d'éviter que celles-ci ne constituent un obstacle au progrès national. On le comprend, l'extrême pauvreté, bien qu'étant le résultat naturel des dynamiques du marché, devient aussi un facteur de ralentissement de la croissance, donc un mal social.

De ce fait, l'État intervient en tant que réparateur des inégalités naturelles provoquées par le marché, mais uniquement dans les cas les plus extrêmes. Dans les situations qui représentent des degrés relatifs d'exclusion du marché, la régulation opère par la voie de l'investissement social général, réalisé sur les domaines sociaux libéralisés (santé, éducation, prévoyance, logement) ainsi que sur l'augmentation de la productivité de leur capacité de couverture (*Ibid.*). L'égalité des conditions de participation au marché constitue le cœur du modèle social de cette modalité libérale. D'ailleurs, le concept de participation politique est remplacé par celui de participation sociale ; l'intégration à la vie sociale se réalise à partir de la participation au marché. En conséquence, les sphères du politique et de l'économique sont séparées dans un

⁴⁰ Piñera, José, *Libertad, libertad mis amigos*, 1997, pp.30. Disponible sur le site: http://www.josepinera.com/jp/Libertad_libertad.pdf. Consulté le 27/10/2013.

⁴¹ Gouvernement du Chili, Déclaration des Principes de la Junte Militaire, 1974, pp.5.

modèle dont la structure instaure des stratégies d'intégration technicisées (Vergara, 1984) qui expulsent le champ du social de l'espace politique.

2.3 L'individu et la famille : les piliers de la société de la liberté

À la base du projet néolibéral-dictatorial, la figure de la famille occupe une place centrale dans le développement des individus et de la société. Le projet social du gouvernement militaire est ancré dans la solidité de la famille, « *como escuela de formación moral, de entrega y generosidad hacia los semejantes y de acendrado amor a la Patria* »⁴². L'individu est placé au centre du modèle et la famille, au cœur de la société. L'individu est le moteur du progrès et la famille en assure son développement. L'unité de base du système est donc la famille car elle est par essence la nature humaine (Guzmán, 1992).

La conception de la famille et de l'individu, en tant que sphère privée au centre de la productivité, place les sujets sociaux hors de la responsabilité sociale. L'individu né au sein d'une famille acquiert les outils nécessaires à son développement grâce à la fonction de protection de cette unité. Il devient un sujet productif et développe des stratégies de participation au marché qui lui permettront de réussir son intégration socioéconomique.

Le rôle de la société sera, par conséquent, de protéger l'unité de la famille et celui de l'État, de soutenir la mission protectrice de cette unité à partir des politiques d'investissement social qui favorisent la productivité (CEP, *ibid.*). L'État développe des mécanismes de protection « marchandiseurs », c'est-à-dire des dispositifs qui augmentent les possibilités des individus de participer au marché. Ces dispositifs de protection augmentent proportionnellement à la dépendance des individus par rapport au marché. La famille, quant à elle, aura pour mission de se procurer les ressources capables d'assurer la protection sociale de ses membres, à partir de ses possibilités de participer au marché et de profiter des services mis en place par l'État et le marché. Dans le cas où la famille rencontre des difficultés dans sa mission de protection aux individus, l'État entre en jeu par son rôle subsidiaire. Les dispositifs sont multiples mais le principe reste le même : remplacer ce que les particuliers font de façon insuffisante ou incorrecte (Guzmán, *ibid.*).

⁴² Gouvernement du Chili, *op.cit.*, p.14.

Dans ce cadre-là, la protection des individus face aux risques de la vie et face aux inégalités du marché devient une affaire privée, rattachée à la sphère publique sous certaines conditions. Le lien entre ces acteurs s'établit de façon directe à travers le marché, sans médiation des organisations sociopolitiques.

La conception des droits sociaux ne fait pas partie de ce système et les domaines classiques de la protection sociale tels que l'éducation, la prévoyance et la santé, deviennent des prestations de services inscrites dans une logique d'investissement productif. En tant que services plutôt qu'institutions d'accès aux droits, ils ne sont pas conçus comme opposables.

Bien que l'encouragement à la création de stratégies individuelles de satisfaction des besoins soit propre aux idéologies libérales, la centralité de la famille comme pilier de la société, représente une conception qui appartient aux idéologies conservatrices. La cohabitation de conceptions en opposition au sein du même projet socioéconomique exprime, encore une fois, les tensions qui existent entre les différents groupes de pouvoir. Aussi, le projet social de la dictature prend-il forme dans ces divergences autour du rôle de la famille dans la protection, dont la définition transite entre la perspective libérale-individualiste des économistes et la doctrine familiale-communautariste enracinée dans la culture des élites civico-militaires. En fait, cet aspect façonnera la particularité du modèle néolibéral chilien autoritaire, fondé sur une combinaison du rôle radical du marché dans la protection sociale avec la tradition conservatrice qui maintient le rôle protecteur de la famille. *«Se entronizó, así, la idea, mezcla sutil de valores conservadores y de actitudes pro-mercado, de sujetos-ciudadanos que debían ser fuertemente responsabilizados de su destino personal.»*⁴³

Même si l'indissoluble unité individu/famille créée par la dictature adoptera de multiples configurations dans sa relation avec l'État, la famille retrouvera une place privilégiée dans l'espace public, considérée comme un vecteur du projet de cohésion sociale du modèle néolibéral. La formule chilienne est ainsi structurée autour d'une triade qui fonde la régulation de la vie sociale dans la nouvelle rationalité : la famille, l'État et le marché.

⁴³ Araujo, Kathya et Martuccelli, Danilo, *Desafíos comunes. Retrato de la sociedad chilena y sus individuos*, Tome I, Lom Éditions, 2012, p.34.

1. La refondation de l'ordre

La vocation fondatrice du régime s'installe assez rapidement dans l'horizon des dictateurs. Bien qu'au début de la manœuvre putschiste, le but n'était que de stopper la reconfiguration institutionnelle du modèle que réalisait l'UP, la notion de restauration s'est affrontée pendant un certain temps à celle de refondation.

Les forces en tension dans le bloc anti-UP n'avaient pas toutes les mêmes objectifs ; le coup d'État ne correspondait pas à l'action d'un projet clairement défini et solide mais plutôt aux intérêts divers des élites civico-militaires du pays. L'installation du modèle socioéconomique impulsé par les économistes, au sein de la Junte Militaire, ne s'impose pas comme une évidence. D'ailleurs, José Piñera (1990), qui prend la tête de plusieurs ministères pendant la dictature, exprime que le projet des économistes est très impopulaire face aux entrepreneurs à cause de ses idées antiétatiques et anti monopole.

Au fur et à mesure que la corrélation des forces se reconfigure au gré des disputes du régime, la mission fondatrice s'installe sous la protection du pouvoir de Pinochet au sein du gouvernement. Progressivement, la prétention de refonder les bases de la société chilienne gagne du terrain et finit par conquérir chaque acteur à son endroit : l'entrepreneuriat visualise les possibilités d'élargir sa croissance, les élites politiques conservatrices envisagent la reprise et la réélaboration du cadre institutionnel, les militaires réalisent l'ambition de devenir les gardiens incontestables du projet national. La possibilité de la restauration de l'État social et de la politique des pactes est effacée de l'horizon des possibilités, quelques mois seulement après le putsch.

En fait, le sentiment fortement antipolitique qui émerge des secteurs réactionnaires prend une place fondamentale. Il est ancré dans l'obsession d'un projet national unique et dans le refus de l'incorporation des secteurs ouvriers dans le champ de la politique. Il s'agit d'une critique morale de l'activité politique, un rejet des positions passionnelles et idéologiques (Guzmán, 1992). Dans cette donne, les différents acteurs convergent sur l'idée de la faiblesse de la cohésion interne du pays du fait de l'agitation politique et s'accordent sur la nécessité impérative d'un rétablissement de l'éthique, de la morale et de la sécurité nationale (Valdivia Ortiz, 2001). La figure de l'État de Portales est convoquée pour s'installer comme le paradigme majeur de la gouvernance, à partir duquel les groupes d'intérêt configurent la notion de modèle néolibéral autoritaire, puis de démocratie autoritaire.

La discipline est promue au rang de valeur suprême de la nation et la construction de l'ordre devient superpuissante. La mission de la refondation possède une nature messianique. Les Forces Armées constituent la réserve morale de la nation et les garants de l'unité ; l'État *est* la nation. La triade État, nation, militaires porte la mission de refonder l'ordre perdu à cause de la politique (Meller, 1998) et c'est en particulier l'État qui doit réaliser les droits essentiels qui se trouvent au-dessus de la volonté populaire (Vergara, 1984). Le sentiment antipolitique des militaires et la justification du chaos dû à l'idéologisation du pays permettent aux membres de la Junte de s'installer comme les dépositaires naturels de cette mission. La méfiance de la droite traditionnelle et oligarchique déclenche la recherche d'alliances dans le camp des technocrates ; ainsi, militaires et technocrates vont dépolitiser le pays pour le mener sur la voie du progrès.

La conception illuministe de cette entreprise concèdera l'exclusivité de la construction du nouvel ordre aux dirigeants du processus. La dissidence au sein du gouvernement est isolée et l'opposition politique éliminée. L'hégémonie de facto, implantée par la vision de Pinochet et ses techniques de répression, permettra l'installation du modèle de façon presque imperceptible (Valdivia Ortiz, *ibid.*). L'option néolibérale représente ainsi la possibilité de réaliser un projet d'avant-garde et d'entrer dans l'histoire : le messianisme des militaires et l'illuminisme des économistes vont consacrer la mission de la refondation, qui sera identifiée comme la « révolution silencieuse » (Lavín, 1987). Au cœur du pacte, certains profiteront de l'expertise et de l'intrépidité des technocrates ; ces derniers vont visualiser leur chance de mener des expériences dans le pays grâce à l'arrogance et à la position antipolitique des militaires. Le mariage d'intérêt est consommé.

Le projet néolibéral est *in fine* assumé par les militaires, malgré leur tradition conservatrice qui liait la notion de progrès à l'État. La proposition des Chicago Boys prétend moderniser et développer le pays pour accomplir l'objectif que n'ont pas atteint des générations d'administrations civiles. Cet aspect renforce la dimension messianique de cette mission militaire autoproclamée tout autant qu'elle alimente la rivalité civico-militaire pour la conduite du projet national (Valdivia, Ortiz, *Ibid.*). L'alliance entre les technocrates et les militaires installera un système de gestion moderne qui aura pour effet d'évincer les classes politiques des centres de décisions, empêchant le retour des vieilles pratiques de pactes entre élites. La refondation consiste alors en une fusion entre idéologie économique, doctrine de sécurité et projet de progrès national. Il s'agit d'implanter un système économique et un modèle socioculturel qui permettront de matérialiser le projet historique de la refondation nationale et de la recomposition capitaliste (Garretón, 1981). La société se réorganise selon les principes de la concurrence mercantile et de l'élimination du rôle d'arbitre et de distribution de l'État,

laissant place à la segmentation sociale et à l'atomisation de la demande collective, ainsi qu'à un co-récit sociopolitique du choix économique, dont le résultat sera l'implantation d'une nouvelle matrice sociopolitique. De cette manière, le modèle autoritaire est perçu moins comme un objectif en soi que comme une condition de possibilité pour l'institutionnalisation sociale du système (Ibid.).

Les bases sociopolitiques du nouvel ordre se mettent en place sous la forme d'actes constitutionnels et de réformes modernisatrices dans les domaines de la protection sociale et de l'accès aux droits. La marchandisation de tous les domaines de la vie sociale s'installe grâce aux nouvelles configurations du rapport entre l'État, les individus et le marché. Le lien social fondateur du nouvel ordre repose sur la concurrence généralisée comme forme substantielle des relations entre les acteurs ; le noyau central du modèle se trouve dans la formation d'un *homo néolibéral* qui part du principe de généralisation de la concurrence sur tous les plans de la vie sociale et qui fera du succès monétaire et de la consommation, le nouveau principe d'inclusion sociale (Araujo et Martuccelli, 2012).

Dans ce cadre-là, l'on revient à la participation sociale, c'est-à-dire à l'égalité des conditions pour accéder au marché, en tant que substitution des liens de citoyenneté qui portent la participation politique. La conception de la famille se consolide comme un espace de protection, alliant l'imaginaire conservateur catholique des nouveaux gouvernants avec la privatisation de la vie sociale que promeut le néolibéralisme.

De ce mariage technocrate-militaire naîtra la nouvelle société chilienne. La période de la transition post-dictature entérine la consécration de la mission des dictateurs.